



LU POUR VOUS

18 MARS 2019



«Gilets jaunes»: «La haine envers les policiers menace l'unité de la nation»

Pour Linda Kebbab, déléguée nationale UNITÉ SGP POLICE-FO, la haine des policiers exprimée samedi par de nombreux anarchistes soutenus par une partie des «gilets jaunes» est non seulement choquante, mais aussi dangereuse pour la santé de la société française.

FIGAROVOX.- Les images de la manifestation des «gilets jaunes» samedi 16 mars sur les Champs-Élysées sont accablantes. Sur place, comment cet «acte 18» a-t-il été vécu par les forces de l'ordre?

Linda KEBBAB.- Cette journée est difficile à accepter par les effectifs de terrain, qui ont le sentiment légitime d'avoir été employés sans haut-commandement compétent. Depuis le 24 novembre, nous dénonçons la gestion du maintien de l'ordre par le Préfet de police de Paris, mais également l'absence de concertation entre ses services et ceux de la Direction Centrale des CRS. La Préfecture de police est un pré carré, un terrain de conflits entre hauts fonctionnaires qui n'ont pas toujours à l'esprit l'objectif d'être réellement efficaces, mais surtout de ne pas subir de pression politique.

La préfecture de police a cantonné les CRS, qui n'ont pas vu passer un seul gilet jaune, sur un dispositif totalement statique autour de l'Élysée tout en laissant nos collègues de l'agglomération parisienne, non habitués au maintien de l'ordre, gérer les mouvements sur les Champs-Élysées. Laissés seuls, sans commandement digne de ce nom, ils ont dû improviser face à des groupes de casseurs organisés et entraînés. C'était voué à l'échec d'avance.

La stratégie des DAR (Détachements d'action rapide) est séduisante sur le papier mais beaucoup d'entre eux ont été bloqués dans leur engagement faute d'expérience et d'officiers derrière eux pour les orienter dans la gestion des violences urbaines au milieu des foules.

www.unitesgppolice.com

UNITÉ SGP POLICE MAJORITAIRE

FSMI FO

100% Gradés, Gardiens, ADS et PATS

19-03-2019

Enfin, même s'ils sont aussi professionnels que les CRS, les gendarmes qui ont été envoyés comme force mobile sur l'avenue ne pouvaient que compliquer le travail car ils sont plus longs à déplacer sur une zone. Ils ont un maintien de l'ordre «lourd»: saturation de l'air en gaz lacrymogène et mobilisation lente des troupes. Les CRS ont une stratégie plus souple, plus mobile. Face à ces groupes de casseurs qui se déplacent après leurs méfaits, la bonne tactique aurait été de mettre les seconds à la manœuvre.

La préfecture de police a cantonné les CRS sur un dispositif totalement statique autour de l'Élysée.

Enfin, il faut le dire sans tabou, au-delà des délinquants qui sont les premiers coupables de ce chaos, la journée de samedi démontre l'incompétence de la chaîne hiérarchique au sein de la préfecture de police que nous dénonçons depuis des mois. S'il n'était question que de chiffres et d'objectifs sur papier, ce ne serait pas dramatique. Sauf qu'il s'agit de sécurité. De celle de nos collègues, des manifestants, des riverains. Dès lors que des décisions administratives ont comme conséquence des blessés, elles doivent être dénoncées sans ménagement.

Fait particulièrement insupportable, la plaque en hommage à Xavier Jugelé, ce policier tué par un jihadiste en avril 2017, a été dégradée par des manifestants dits «antifascistes». Comment réagissez-vous à cet acte de vandalisme?

Je pourrais évidemment me contenter de vous dire que je suis choquée, dégoûtée, en colère, comme tous mes collègues. Mais ensuite? Il y a après l'indignation collective la question de l'état de santé morale de notre pays. La haine de la part d'extrémistes contre les policiers (pas seulement une «haine de la police» mais aussi une haine des femmes et des hommes qui la composent) existe depuis toujours, mais jamais elle n'avait pris le pas sur des combats aussi unanimement partagés que la condamnation du terrorisme. Samedi, tout le monde a vu le «désordre social absolu» prôné par des groupuscules jusqu'alors marginaux s'étaler au grand jour. Le geste est signé, mais nous n'observons pas de condamnation de la part des figures connues du mouvement des «gilets jaunes». Bien sûr que parmi les manifestants, beaucoup sont indignés, mais ce ne sont pas les leaders d'opinion. Et c'est inquiétant. La sacralité n'existe plus, l'unité indivisible de la nation est clairement en danger lorsque des agitateurs aussi influents ne rejettent pas la violence, la souillure de notre mémoire, l'injure à un policier mort pour nous avoir protégés. Il n'y a pas seulement des coupables, il y a aussi des responsables.

Avez-vous le sentiment que l'image des policiers s'est dégradée depuis le début de la mobilisation des «gilets jaunes»?

C'est encore trop tôt pour l'évaluer. Les policiers ont toujours servi de variable d'ajustement pour l'opinion publique. Quand certains soutiens des «gilets jaunes» font ces dernières semaines des comparaisons nauséabondes entre nous et la police de Vichy, nous ne réagissons pas parce que nous savons qu'ils comptent sur notre résilience pour se «défouler» sur nous. Mais si nous prenons tant de coups, c'est pour les épargner à une élite qui ne prend plus toujours ses responsabilités. Les mots «police fasciste» ou «police politique» ont également été employés par des élus de la République sans qu'ils ne soient inquiétés, alors qu'il s'agit là d'une atteinte grave à notre dignité.

Cependant, une récente enquête du centre de recherche Cevipof révélait que 74 % des Français ont confiance dans la police, contre seulement 9 % qui ont confiance dans les personnalités politiques. C'est rassurant.

Et quoi qu'on pense de la police, nous continuerons de faire notre travail au quotidien pour sauver les gens. Nous portons et porterons toujours secours à tout le monde, même à ceux qui «détestent la police».

L'expression même de «violences policières» suppose que ces violences sont d'office illégitimes et systémiques.

La condamnation par beaucoup, y compris l'ONU, de l'usage du lanceur de balles de défense a attisé la polémique autour de l'action des forces de l'ordre. Ce débat était-il de trop, selon vous?

La polémique était problématique dans la mesure où cette mise en lumière de l'utilisation d'une arme a surtout servi à condamner les forces de l'ordre dans leur ensemble. Il n'y a pas eu pas de réel débat. Les vidéos détournées, les fake news savamment diffusées, le cyber-harcèlement... tout cela a contribué à démocratiser un rejet de la police qui était autrefois cantonné à l'extrême gauche. L'expression même de «violences policières» suppose que ces violences sont d'office illégitimes et systémiques. Très usitée dans les milieux anarchistes qui rejettent toutes les actions de la police républicaine, cette expression discriminante à notre égard est désormais courante.

Quant au LBD, les policiers utilisent l'armement mis à leur disposition selon des doctrines d'emploi établies entre autres par le corps de conception et de direction (CCD) de la police nationale. Les effectifs de terrain ne font que respecter cette doctrine, et ne veulent être employés qu'à la condition que leur intégrité physique ne soit pas inutilement, voire politiquement, exposée. Si demain ceux qui dirigent les policiers mettent à leur disposition un armement efficace mais moins dangereux, alors tant mieux!

Les Compagnie de Sécurisation et d'Intervention à Paris ont dû utiliser un modèle de cartouches de LBD de faible force percutante, inefficace face aux black-blocs.

Samedi, lors de l'acte 18, les Compagnie de Sécurisation et d'Intervention (CSI) à Paris ont dû utiliser un modèle de cartouches de LBD qui leur a été imposé suite aux polémiques. Ces cartouches, de faible force percutante, sont inefficaces face aux black-blocs qui sont équipés de solides protections sous leurs vêtements. C'est ce qui a permis à ces derniers d'approcher mes collègues, et d'en lyncher un au sol.

Par Paul Sugy

